

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1105490

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. et Mme [REDACTED]

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Laval
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Lyon,

Mme Corvellec
Rapporteur public

(5^{ème} chambre),

Audience du 31 janvier 2012
Lecture du 14 février 2012

38-01-01-05-02-01
-C+-sr

Vu la requête, enregistrée le 1^{er} septembre 2011, présentée pour M. et Mme [REDACTED], élisant domicile chez Forum réfugiés BP 77412 à Lyon Cedex 07 (69347), par Me Matricon, avocat ; M. et Mme [REDACTED] demandent au Tribunal :

1°) d'annuler la décision du préfet du Rhône en date du 22 août 2011 mettant fin à leur hébergement d'urgence au titre de l'asile, à compter du 31 août 2011 ;

2°) d'annuler la décision implicite de rejet par laquelle le préfet du Rhône a rejeté leur demande d'hébergement d'urgence au titre du dispositif de la veille sociale ;

3°) d'enjoindre au préfet du Rhône de procéder à un nouvel examen de leur situation dans un délai de 48 heures à compter de la notification de la décision à intervenir, sous astreinte de 200 euros par jour de retard ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, à payer à son conseil, à charge pour Me Matricon de renoncer au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

Les requérants soutiennent :

- que la décision mettant fin à leur hébergement d'urgence méconnaît le principe du contradictoire, dans la mesure où ils n'ont pas été mis en mesure de présenter des observations préalables ;

- que la même décision méconnaît les articles L. 345-2-1, L. 345-2-2 et L. 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles ;

- que la décision implicite de rejet de la demande d'hébergement au titre de la veille sociale méconnaît les articles L. 345-2-1 et L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles qui garantissent un droit inconditionnel et immédiat à l'hébergement ;
- que la même décision est entachée d'erreur manifeste d'appréciation, dans la mesure où la famille est sans domicile fixe avec un enfant de 2 mois ;
- qu'elle méconnaît les articles 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et 3-1 de la convention internationale des droits de l'enfant ;

Vu les décisions attaquées ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 10 novembre 2011, présenté pour le préfet du Rhône, par Me Tomasi, avocat, qui conclut au rejet de la requête et soutient :

- que les requérants ne peuvent se prévaloir de la méconnaissance du principe du contradictoire, dans la mesure où le préfet du Rhône a considéré qu'ils ne justifiaient plus des conditions d'hébergement dans le cadre de l'asile, leur demande ayant été rejetée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;
- que le préfet du Rhône n'était pas tenu de leur maintenir un tel hébergement, réservé aux demandeurs d'asile sur le fondement des articles L. 345-2-1 et L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles, alors qu'il ne leur a pas refusé un hébergement au titre de la veille sociale dont il n'était pas tenu des les informer et à laquelle ils ont eu le temps de recourir par l'intermédiaire des associations, Mme [REDACTED] n'étant pas en situation de détresse, car disposant d'allocation mensuelle de subsistance et d'allocation temporaire d'attente ;
- qu'à titre principal, les conclusions dirigées contre la décision implicite de rejet d'une demande d'hébergement au titre de la veille sociale sont irrecevables, cette décision étant inexistante et mal fondée à titre subsidiaire pour la même raison ;

Vu le mémoire, enregistré le 8 décembre 2011, présenté pour M. et Mme [REDACTED], qui demandent qu'il soit enjoint au préfet du Rhône de leur proposer une solution d'hébergement dans un délai de 72 heures, sous astreinte de 200 euros par jour de retard, et que soit mise à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ; ils soutiennent, en outre :

- que la décision mettant fin à leur hébergement est une décision individuelle défavorable et doit être précédée d'une invitation à présenter des observations ;
- que le maintien dans les lieux des requérants après l'intervention de la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides le 8 août 2010 a eu pour effet de les faire bénéficier d'un hébergement d'urgence, auquel le préfet du Rhône ne pouvait mettre fin ;
- ils justifiaient d'un droit à un hébergement d'urgence alors que leur requête est recevable en raison de l'obligation imposée par les textes au préfet de répondre immédiatement aux situations d'urgence, une décision étant intervenue en tout état de cause en cours d'instance, alors que Mme [REDACTED] n'est plus bénéficiaire de l'allocation temporaire d'attente depuis le 22 juillet 2011 ;

Vu la décision du bureau d'aide juridictionnelle, en date du 21 octobre 2011, admettant M. [REDACTED] au bénéfice de l'aide juridictionnelle totale ;

Vu l'ordonnance en date du 12 décembre 2011 fixant la réouverture de l'instruction jusqu'au 6 janvier 2012, en application de l'article R. 613-4 du code de justice administrative ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 31 janvier 2012 :

- le rapport de M. Laval, rapporteur ;
- les conclusions de Mme Corvellec, rapporteur public ;
- et les observations de Me Matricon, avocat des requérants ;

Considérant que M. et Mme [REDACTED] sont entrés en France, à la date déclarée du 30 mai 2010, accompagnés de leur fils ; que, le 29 juin 2011, Mme [REDACTED] a accouché d'une fille ; que, le 6 août 2010, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, saisi selon la procédure prioritaire, a rejeté leur demande d'asile ; que, le 6 septembre 2010, le préfet du Rhône a pris à leur encontre une décision portant refus de titre de séjour, leur faisant obligation de quitter le territoire français et a fixé le pays à destination duquel ils sont susceptibles d'être éloignés d'office, décision confirmée par le Tribunal administratif de céans ; que, le 22 août 2011, le préfet du Rhône leur a indiqué que la prise en charge de l'hébergement au titre de l'asile prenait fin le 31 août 2011 et leur a enjoint de libérer la chambre qu'ils occupaient ; que, par lettres des 30 et 31 août 2011, les requérants ont formé un recours gracieux à l'encontre de cette décision en sollicitant, en outre, d'être admis à l'hébergement d'urgence au titre de la veille sociale ; que, par ordonnance du 9 septembre 2011, le juge des référés a suspendu les décisions ; que M. et Mme [REDACTED] demandent l'annulation de cette décision ainsi que de la décision implicite de rejet née du silence gardé sur leur demande en date des 30 et 31 août 2011 ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation :

En ce qui concerne la décision en date du 22 août 2011 mettant fin à l'hébergement au titre de l'asile :

Considérant qu'aux termes de l'article 24 de la loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration : « *Exception faite des cas où il est statué sur une demande, les décisions individuelles qui doivent être motivées en application des articles 1^{er} et 2 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public n'interviennent qu'après que la personne intéressée a été mise à même de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, des observations orales* » ; que les décisions portant retrait de décisions créatrices de droit doivent, ainsi, être motivées ; qu'en application des dispositions des

articles L. 348-1 et suivants et R. 348-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les demandeurs d'asile peuvent être admis à l'aide sociale pour être accueillis dans les centres pour demandeurs d'asile, et que ceux qui ne bénéficient pas d'un niveau de ressources suffisant bénéficient d'une allocation mensuelle de subsistance ou d'une allocation temporaire d'attente, à condition de ne pas être bénéficiaires d'un séjour en centre d'hébergement pris en charge au titre de l'aide sociale ; qu'il est constant que M. et Mme [REDACTED] bénéficiaient d'un hébergement en tant que demandeurs d'asile, situation dont il ne peuvent se prévaloir, dès lors qu'ils ont fait l'objet, le 6 août 2010, d'un refus de la part de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides saisi par la procédure prioritaire ; que s'il a été décidé de mettre fin à cet hébergement plus d'un an après l'expiration de leurs droits, cette circonstance n'a pas eu pour effet de leur reconnaître un droit acquis à l'hébergement au titre de l'asile ; que, par conséquent, la décision leur enjoignant de quitter les lieux qu'ils occupaient ne leur a pas retiré un tel droit et ne tendait pas à leur refuser un droit à l'hébergement d'urgence sur le fondement de l'article L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles précité ; que, par suite, M. et Mme [REDACTED] ne sont pas fondés à soutenir que la décision en date du 22 août 2011 leur refusant un hébergement au titre de l'asile aurait méconnu les dispositions de l'article 24 de la loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration précitées, ainsi que les dispositions des articles L. 345-2, L. 345-2-2 et L. 345-2-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

En ce qui concerne la décision rejetant la demande d'hébergement d'urgence au titre de la veille sociale :

S'agissant de la fin de non-recevoir opposée par le préfet du Rhône

Considérant qu'aux termes de l'article L. 345-2 du code de l'action sociale et des familles : « Dans chaque département est mis en place, sous l'autorité du représentant de l'Etat, un dispositif de veille sociale chargé d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse, de procéder à une première évaluation de leur situation médicale, psychique et sociale et de les orienter vers les structures ou services qu'appelle leur état. / Ce dispositif fonctionne sans interruption et peut être saisi par toute personne, organisme ou collectivité. Les établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 informent en temps réel de leurs places vacantes le représentant de l'Etat qui répartit en conséquence les personnes recueillies. / A la demande du représentant de l'Etat, cette régulation peut être assurée par un des établissements mentionnés à l'alinéa précédent, sous réserve de son accord. » ; qu'aux termes de l'article L. 345-2-2 du même code : « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence. / Cet hébergement d'urgence doit lui permettre, dans des conditions d'accueil conformes à la dignité de la personne humaine, de bénéficier de prestations assurant le gîte, le couvert et l'hygiène, une première évaluation médicale, psychique et sociale, réalisée au sein de la structure d'hébergement ou, par convention, par des professionnels ou des organismes extérieurs et d'être orientée vers tout professionnel ou toute structure susceptibles de lui apporter l'aide justifiée par son état, notamment un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, un hébergement de stabilisation, une pension de famille, un logement-foyer, un établissement pour personnes âgées dépendantes, un lit halte soins santé ou un service hospitalier. » ; et qu'aux termes de l'article L. 345-2-3 du même code : « Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation. » ;

Sur les conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : *« Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution »* ; qu'aux termes de l'article L. 911-3 du code de justice administrative : *« Saisie de conclusions en ce sens, la juridiction peut assortir, dans la même décision, l'injonction prescrite en application des articles L. 911-1 et L. 911-2 d'une astreinte qu'elle prononce dans les conditions prévues au présent livre et dont elle fixe la date d'effet »* ;

Considérant que le présent jugement implique que le préfet du Rhône propose à M. et Mme [REDACTED] un hébergement d'urgence dans un délai de 72 heures à compter de sa notification, sous astreinte de 200 euros par jour de retard ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : *"Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation."* ;

Considérant que l'avocat d'un bénéficiaire de l'aide juridictionnelle peut demander au juge de condamner la partie perdante à lui verser la somme correspondant à celle qu'il aurait réclamée à son client si celui-ci n'avait pas eu l'aide juridictionnelle, à charge pour l'avocat qui poursuit, en cas de condamnation, le recouvrement à son profit de la somme qui lui a été allouée par le juge, de renoncer à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat à la mission d'aide juridictionnelle qui lui a été confiée ; que M. [REDACTED] a obtenu le bénéfice de l'aide juridictionnelle ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, et sous réserve que Me Matricon renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat, de condamner l'Etat à verser à Me Matricon la somme de 1 000 euros ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La décision implicite résultant du silence gardé par le préfet du Rhône sur la demande d'hébergement d'urgence présentée les 30 et 31 août 2011 par M. et Mme [REDACTED] est annulée.

Article 2 : Il est enjoint au préfet du Rhône de proposer à M. et Mme [REDACTED] une solution d'hébergement dans un délai de 72 heures à compter de la notification du présent jugement, sous astreinte de 200 euros (deux cents euros) par jour de retard.

Considérant qu'il résulte de ces dispositions, éclairées par les travaux parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi du 25 mars 2009 dont elles sont issues, que toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a le droit d'accéder à une structure d'hébergement d'urgence ; que, compte tenu des obligations mises à sa charge à tout moment, la circonstance que le préfet du Rhône ait renoncé à répondre à la demande de M. et Mme [REDACTED] doit être regardée comme un acte positif et donc une décision administrative que les requérants étaient, par suite, fondés à attaquer sans délai l'excès de pouvoir résultant du silence gardé par l'autorité administrative sur leur demande, laquelle, en tout état de cause, est intervenue en cours d'instance ; qu'il résulte de ce qui précède que la fin de non-recevoir opposée par le préfet du Rhône ne peut être accueillie ;

S'agissant de la décision rejetant la demande d'hébergement d'urgence au titre de la veille sociale

Considérant, en premier lieu, que M. et Mme [REDACTED] avaient droit à l'hébergement d'urgence lorsqu'ils en ont introduit la demande les 30 et 31 août 2011 en considération de leur situation particulière qui les obligeaient, en quittant l'hébergement qui leur avait été consenti au titre de l'asile, à vivre dehors avec deux enfants, dont l'un avait quelques mois ; qu'en tout état de cause, M. et Mme [REDACTED] ne bénéficiaient plus d'une quelconque allocation en tant que demandeurs d'asile, l'allocation temporaire d'attente ne leur étant plus versée depuis le 22 juillet 2011 ; qu'en leur refusant tout hébergement au titre de l'urgence, le préfet du Rhône a, par suite, méconnu les dispositions précitées de l'article L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant, en deuxième lieu, qu'aux termes de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : « 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. / 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. » ; que le droit d'accéder à un hébergement est partie prenante de la vie privée et familiale ; qu'en refusant à une famille, dont deux enfants de 6 ans et de quelques mois, l'accès à un quelconque hébergement au titre de la veille sociale, le préfet du Rhône a méconnu l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Considérant, en troisième lieu, qu'aux termes de l'article 3-1 de la convention internationale des droits de l'enfant du 26 janvier 1990 : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait d'institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale » ; qu'il résulte de ces stipulations que, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, l'autorité administrative doit accorder une attention primordiale à l'intérêt supérieur des enfants dans toutes les décisions les concernant ; que la décision ayant pour effet de priver d'un toit deux enfants dont un nourrisson méconnaît également l'article 3-1 de la convention internationale des droits de l'enfant précitée ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que M. et Mme [REDACTED] sont fondés à demander l'annulation de la décision rejetant leur demande d'accès à un hébergement d'urgence au titre de la veille sociale ;

Article 3 : L'Etat versera à Me Matricon une somme de 1 000 euros (mille euros) en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sous réserve que celle-ci renonce à percevoir la part contributive de l'Etat à la mission d'aide juridictionnelle qui lui a été confiée.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête n° 1105490 est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. et Mme [REDACTED] et au préfet du Rhône.

Copie sera adressée pour information au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Lyon.

Délibéré après l'audience du 31 janvier 2012, à laquelle siégeaient :

M. Millet, président,
M. Laval, premier conseiller,
Mme Peuvrel, premier conseiller,

Lu en audience publique le quatorze février deux mille douze.

Le rapporteur,

Le président,

J.-S. LAVAL

C. MILLET

Le greffier,

C. DELMAS

La République mande et ordonne au préfet du Rhône en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.



**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1107833

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. [REDACTED] et Mme [REDACTED]
[REDACTED]

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Millet
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 11 janvier 2012

C-CA

Vu la requête, enregistrée le 22 décembre 2011 sous le n° 1107833, présentée par M. [REDACTED] et Mme [REDACTED], élisant domicile chez Forum des réfugiés BP 77412 à Lyon cedex 07 (69347), par Me Matricon, avocat ; M. et Mme [REDACTED] demandent au juge des référés :

- de constater l'inexécution par le préfet du Rhône de ordonnance n° 1105491 du 9 septembre 2011 lui enjoignant de leur proposer une solution d'hébergement dans le délai de 72 heures à compter de sa notification, sous astreinte de 70 euros par jour de retard ;

- de procéder à la liquidation provisoire de l'astreinte ;

- de porter, à compter de la décision à intervenir, le taux de l'astreinte à 150 euros par jour de retard à défaut pour le préfet du Rhône de justifier de l'exécution de l'ordonnance de référé du 9 septembre 2011 dans un délai de 72 heures à compter de la notification de l'ordonnance ;

- de mettre à la charge de l'Etat le paiement à son conseil d'une somme de 600 euros au titre des articles L. 761-1 du code de justice administrative et 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, sous réserve qu'il renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat à l'aide juridictionnelle ;

Ils soutiennent que l'ordonnance du 9 septembre 2011 n'a pas été exécutée et qu'ils se trouvent toujours à la rue, avec un enfant de six ans et un bébé de 5 mois ;

Vu l'ordonnance n° 1105491 du 9 septembre 2011 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la demande du bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ont été régulièrement averties de l'audience publique ;

Après avoir entendu, lors de l'audience publique du 11 janvier 2012 à 10 heures :

- le rapport de M. Millet, juge des référés ;
- les observations de Me Matricon, avocat de M. et Mme [REDACTED], le préfet du Rhône auquel la requête a été communiquée, n'étant pas représenté ;

Après avoir prononcé, à l'issue de l'audience, la clôture de l'instruction ;

Sur l'aide juridictionnelle provisoire :

Considérant qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée : « Dans les cas d'urgence, (...) l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée (...) par la juridiction compétente (...) » ;

Considérant qu'il y a lieu, en l'espèce, d'admettre M. et Mme [REDACTED] au bénéfice de l'aide juridictionnelle à titre provisoire ;

Sur la liquidation de l'astreinte :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-6 du code de justice administrative : « L'astreinte est provisoire ou définitive. Elle doit être considérée comme provisoire à moins que la juridiction n'ait précisé son caractère définitif. Elle est indépendante des dommages et intérêts. » ; qu'aux termes de l'article L. 911-7 du même code : « En cas d'inexécution totale ou partielle ou d'exécution tardive, la juridiction procède à la liquidation de l'astreinte qu'elle avait prononcée. / Sauf s'il est établi que l'inexécution de la décision provient d'un cas fortuit ou de force majeure, la juridiction ne peut modifier le taux de l'astreinte définitive lors de sa liquidation. / Elle peut modérer ou supprimer l'astreinte provisoire, même en cas d'inexécution constatée. » ; que l'article L. 911-8 dudit code dispose que : « La juridiction peut décider qu'une part de l'astreinte ne sera pas versée au requérant. / Cette part est affectée au budget de l'Etat. » ; qu'aux termes de l'article R. 921-7 du même code : « Lorsqu'à la date d'effet de l'astreinte prononcée par le tribunal administratif ou la cour administrative d'appel, cette juridiction constate, d'office ou sur la saisine de la partie intéressée, que les mesures d'exécution qu'elle avait prescrites n'ont pas été prises, elle procède à la liquidation de l'astreinte dans les conditions prévues aux articles L. 911-6 à L. 911-8. / Lorsqu'il est procédé à la liquidation de l'astreinte, copie du jugement ou de l'arrêt prononçant l'astreinte et de la décision qui la liquide est adressée au ministère public près la Cour de discipline budgétaire et financière. » ;

Considérant que, par ordonnance du 9 septembre 2011, prise sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, et notifiée le même jour, le juge des référés a enjoint au préfet du Rhône de proposer une solution d'hébergement à M. et Mme [REDACTED] et à leurs enfants dans le délai de 72 heures à compter de sa notification, sous astreinte de 70 euros par jour de retard ; qu'il n'est pas contesté que cette injonction n'a pas reçu d'exécution ; que, dès lors, il y a lieu de liquider provisoirement l'astreinte prononcée ; que, sur la base d'un taux de 70 euros par jours et d'une période d'inexécution du 13 septembre 2011 au 10 janvier 2012, l'astreinte s'élève à 8 400 euros ; que, dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu, dès lors que l'Etat est entièrement responsable de l'inexécution de l'ordonnance, d'affecter une part

de cette somme au budget de l'Etat en application de l'article L. 911-8 du code de justice administrative ;

Sur la fixation du taux d'astreinte :

Considérant qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus, le taux de l'astreinte prononcée à l'encontre de l'Etat en vue d'assurer l'exécution de l'ordonnance du 9 septembre 2011 a été fixé à 70 euros par jour de retard ; qu'il y a lieu, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce et en l'absence de justification de diligences faites pour l'exécution de ladite ordonnance, de porter le taux de l'astreinte à 150 euros par jour à défaut pour le préfet du Rhône de justifier de son exécution dans le délai de 72 heures suivant la notification de la présente ordonnance jusqu'à la date à laquelle elle aura reçu exécution ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 :

Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre à la charge de l'Etat, en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, le versement à Me Matricon d'une somme de 400 euros, sous réserve, d'une part, que cet avocat renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat et, d'autre part, de la décision à intervenir du bureau d'aide juridictionnelle ; que, dans le cas où l'aide juridictionnelle ne serait pas accordée à M. et Mme [REDACTED] par le bureau d'aide juridictionnelle, la somme de 300 euros lui sera versée ;

ORDONNE :

Article 1er : M. et Mme [REDACTED] sont admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle à titre provisoire.

Article 2 : L'Etat est condamné à verser à M. et Mme [REDACTED] la somme de 8 400 euros au titre de la liquidation provisoire de l'astreinte prononcée par l'ordonnance n° 1105491 du 9 septembre 2011.

Article 3 : Il est enjoint au préfet du Rhône de procéder à l'exécution de l'ordonnance n° 1105491 du 9 septembre 2011 dans un délai de 72 heures à compter de la notification de la présente ordonnance sous astreinte de 150 euros par jour de retard.

Article 4 : Le préfet du Rhône communiquera sans délai au tribunal copies des mesures prises pour l'exécution de l'ordonnance n° 1105491 du 9 septembre 2011.

Article 5 : L'Etat versera à Me Matricon la somme de 400 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, sous réserve, d'une part, que Me Matricon renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat et, d'autre part, de la décision à intervenir du bureau d'aide juridictionnelle. Dans le cas où l'aide juridictionnelle ne serait pas accordée à M. et Mme [REDACTED] par le bureau d'aide juridictionnelle, la somme de 400 euros leur sera versée.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1105491

M. [REDACTED] et Mme [REDACTED]
[REDACTED]

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Millet
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 9 septembre 2011

C-KE

Vu la requête, enregistrée le 1^{er} septembre 2011 sous le n° 1105491, présentée pour M. [REDACTED] et Mme [REDACTED], élisant domicile Forum des Réfugiés BP 77412 à Lyon cedex 07 (69347) par Me Matricon, avocat ; M. et Mme [REDACTED] demandent au juge des référés :

- d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution de la décision en date du 22 août 2011, jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision, par laquelle le préfet du Rhône a mis fin à leur hébergement dans le cadre du dispositif d'urgence des demandeurs d'asile à compter du 31 août 2011, ensemble la décision implicite de rejet de leur demande d'hébergement dans le cadre du dispositif de la veille sociale ;
- d'enjoindre au préfet du Rhône de procéder au réexamen de leur situation dans le délai de 48 heures suivant la notification de la décision, sous astreinte de 200 euros par jour de retard ;
- de mettre à la charge de l'Etat, au bénéfice de leur conseil, sous réserve qu'ils renoncent à l'aide juridictionnelle, une somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Ils soutiennent que la condition relative à l'urgence est satisfaite car les décisions contestées les placent, alors qu'ils ont deux enfants dont un bébé, en situation d'extrême précarité dès lors qu'ils sont dépourvus d'hébergement et n'ont aucune ressource ; qu'en l'état de l'instruction, il existe un doute sérieux quant à la légalité de la décision du 22 août 2011 mettant en fin à leur hébergement dans le cadre du dispositif d'urgence qui est entachée d'illégalité externe car elle a été prise en l'absence du respect du principe du contradictoire en violation des dispositions de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 et d'illégalité interne car elle a été prise en violation des dispositions des articles L 345-2-1 et L 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles dès lors que les décisions de l'Office français de protection des réfugiés rejetant leurs demandes d'asile selon la procédure prioritaire étant intervenues plus d'un an avant la décision attaquée, leur hébergement n'était plus assuré dans le cadre du dispositif d'accueil de l'article L 348-2 du code de l'action sociale et des familles mais dans le cadre du dispositif de veille sociale prévu

Article 6 : La présente ordonnance sera notifiée à M. Enes [REDACTED] et Mme Mersiha [REDACTED] et au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

Il en sera adressé copie au ministère public près la Cour de discipline budgétaire et financière et au préfet du Rhône.

Fait à Lyon, le 11 janvier 2012.

Le juge des référés,

Le greffier,

C. Millet

C. Amouny

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en ce qui le concerne, et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier,

Cathia AMOUNY



par les articles L 345-2 et suivants du code qui sont donc méconnus ; que même si le Tribunal refusait d'admettre ce raisonnement, la décision de mettre fin à leur hébergement méconnaît les dispositions de l'article L 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles dès lors qu'il ne leur a pas été proposé une solution alternative ; que s'agissant de la décision implicite de rejet de leurs demandes des 30 et 31 août 2011 d'hébergement dans le dispositif de veille sociale prévu à l'article L 345-2-1 du code de l'action sociale, les conclusions dirigées contre elles sont recevables alors même que le délai de deux mois n'est pas expiré et qu'elle est entachée d'erreur de droit car le refus opposé méconnaît les dispositions de l'article L 345-2-1 du code de l'action sociale et des familles qui garantit à toute personne un droit inconditionnel et immédiat à l'hébergement, car elle est entachée d'erreur de droit et méconnaît les stipulations de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les dispositions de l'article L 112-4 du code de l'action sociale et des familles et l'article 3-1 de la convention internationale relative aux droits de l'enfant car la scolarité du fils aîné est compromise et la présence d'un bébé nécessite un hébergement ;

Vu la décision dont il est demandé de suspendre l'exécution ;

Vu le mémoire, enregistré le 8 septembre 2011, présenté par le préfet du Rhône qui conclut au rejet de la requête ;

Il soutient, sans contester la réalité de la condition relative à l'urgence, que la requête n'est pas fondée car la circulaire du 24 mai 2011 ne permettant le maintien dans le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile de ceux non admis au séjour que pendant une durée maximale d'un mois après la décision de l'OFPRA, il en a été fait une application rétroactive aux requérants et car l'accès au dispositif d'hébergement d'urgence nécessite exclusivement d'appeler le 115 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la demande du bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Vu la convention internationale relative aux droits de l'enfant ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la requête numéro 1105490 enregistrée le 1^{er} septembre 2011 par laquelle M et Mme [REDACTED] demandent l'annulation de la décision du préfet du Rhône en date du 22 août 2011 mettant fin dans le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile et de la décision implicite de refus de les accueillir dans le dispositif de la veille sociale ;

Vu la décision en date du 1^{er} septembre 2011 par laquelle le président du Tribunal a désigné M. Millet, président, pour statuer sur les demandes de référé ;

Après avoir entendu lors de l'audience publique du 9 septembre 2011 à 10 heures 15, après lecture de son rapport par M. Millet, juge des référés, les observations de Me Matricon, avocat de M et Mme [REDACTED], qui demande au Tribunal d'enjoindre à titre principal au préfet du Rhône, sur le fondement des dispositions de l'article L 911-1 du code de justice administrative, d'assurer leur hébergement dans le délai de 48 heures sous astreinte de 200 euros par jour de retard et de M. Guinet, représentant le préfet du Rhône qui conteste l'existence d'une décision implicite de refus d'un accueil dans une structure d'urgence au titre de la veille sociale ;

Après avoir prononcé à l'issue de l'audience la clôture de l'instruction ;

Sur l'aide juridictionnelle provisoire :

Considérant qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique : « Dans les cas d'urgence (...), l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président » ;

Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu, en application de l'article 20 précité de la loi du 10 juillet 1991, d'admettre les requérants à l'aide juridictionnelle provisoire ;

Sur les conclusions à fin de suspension :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)* » ;

Considérant qu'à la suite du rejet de leur demande d'asile introduite selon la procédure prioritaire par décisions en date du 6 août 2010 de l'Office de protection des réfugiés et apatrides, M et Mme [REDACTED] et leur famille, composée d'un enfant de six ans et d'un bébé de deux mois, ont continué à être hébergés dans le cadre du dispositif d'accueil des demandeurs d'asile dans l'attente de la décision de la Cour nationale du droit d'asile sur leurs recours contre ces décisions ; que, toutefois, par décision en date du 22 août 2011, le préfet du Rhône leur a notifié la fin de leur prise en charge dans le cadre du dispositif hôtel asile au 31 août 2011 ; que, par leur requête, M et Mme [REDACTED] demandent au juge des référés la suspension de l'exécution de cette décision, ensemble de la décision implicite résultant du silence gardé sur leur demande en date du 30 août 2011, réitérée le 31 août, de prise en charge dans le dispositif de la veille sociale ;

Considérant qu'il est constant que M et Mme [REDACTED] sont dépourvus de toute solution d'hébergement et quasiment de ressources après la suppression de l'allocation d'attente dont bénéficiait Mme [REDACTED] alors qu'ils ont deux enfants à charge dont un bébé ; que ces circonstances suffisent à qualifier une situation d'urgence au sens des dispositions précitées ;

En ce qui concerne les conclusions dirigées contre la décision du 22 août 2011

Considérant qu'en l'état de l'instruction, le moyen tiré de ce que la décision attaquée a été prise en violation des dispositions de l'article L 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles dans la mesure où elle n'assure pas la continuité de l'accueil de M et Mme [REDACTED] et de leurs enfants dans une structure d'hébergement d'urgence paraît propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision ;

En ce qui concerne la décision implicite de refus d'accueil au titre du dispositif de la veille sociale.

Considérant qu'aux termes de l'article L 345-2 du code de l'action sociale : *« Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'urgence »* ; qu'il résulte de ces dispositions que l'absence de réponse rapide à une demande d'hébergement d'urgence fait naître une décision implicite de rejet ; que, par suite, la fin de non recevoir opposée à l'audience par le préfet du Rhône, qui ne peut utilement faire valoir que le 115 serait délégué à une association, et tirée de ce que les conclusions de la requête de M et Mme [REDACTED] seraient irrecevables car dirigées contre une décision inexistante doit être écartée ;

Considérant qu'en l'état de l'instruction, les moyens tirés de ce que la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le préfet du Rhône sur la demande de M et Mme [REDACTED] d'hébergement d'urgence méconnaît les dispositions de l'article L 345-2-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi que les stipulations de l'article 3-1 de la convention internationale sur les droits de l'enfant paraissent propres à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les conditions posées par les dispositions précitées de l'article L 521-1 du code de justice administrative étant réunies, il y a lieu d'ordonner la suspension de la décision du préfet du Rhône en date du 22 août 2011 mettant fin à l'hébergement d'urgence de M et Mme [REDACTED] et leurs enfants, ensemble de la décision implicite de rejet de leur demande d'hébergement dans le cadre du dispositif de la veille sociale ;

Sur les conclusions à fin d'injonction et d'astreinte :

Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : *« Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une décision dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution. »* ;

Considérant que la présente ordonnance, qui suspend l'exécution des décisions du préfet du Rhône mettant fin à l'hébergement d'urgence des requérants et refusant à leur demande d'hébergement d'urgence dans le cadre du dispositif de la veille sociale, implique nécessairement que le préfet du Rhône fasse bénéficier M. et Mme [REDACTED] et leurs deux enfants d'une solution d'hébergement ; qu'il y a donc lieu d'enjoindre au préfet de prendre dans un délai de 72 heures suivant notification de la présente ordonnance une solution en ce sens sous astreinte de 70 euros par jour de retard ;

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 :

Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de mettre à la charge de l'Etat, en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, le versement à Me Matricon de la somme de 800 euros, sous réserve, d'une part, que Me Matricon renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat, d'autre part, de la décision à intervenir du bureau d'aide juridictionnelle ; que, dans le cas où l'aide juridictionnelle ne serait pas accordée à M et Mme [REDACTED] par le bureau d'aide juridictionnelle, la somme de 800 euros leur sera versée ;

ORDONNE :

Article 1er : M. et Mme [REDACTED] sont admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire.

Article 2 : L'exécution des décisions du préfet du Rhône en date du 22 août 2011 mettant fin à l'hébergement d'urgence de M. et Mme [REDACTED], ensemble la décision implicite de rejet de leur demande d'hébergement dans le dispositif de la veille sociale est suspendue.

Article 3 : Il est enjoint au préfet du Rhône de proposer une solution d'hébergement à M. et Mme [REDACTED] et à leurs enfants dans un délai de 72 heures à compter de la notification de la présente ordonnance.

Article 4 : Une astreinte au taux de 70 euros par jour de retard est prononcée à l'encontre du préfet du Rhône jusqu'à la date à laquelle M et Mme [REDACTED] et leurs enfants auront été hébergés, à défaut de justifier de cet hébergement à l'expiration du délai fixé à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : L'Etat versera à Me Matricon la somme de 800 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, sous réserve, d'une part, que Me Matricon renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat, d'autre part, de la décision à intervenir du bureau d'aide juridictionnelle. Dans le cas où l'aide juridictionnelle ne serait pas accordée à M. et Mme [REDACTED] par le bureau d'aide juridictionnelle, la somme de 800 euros leur sera versée.

Article 6 : La présente ordonnance sera notifiée à M. [REDACTED] et Mme [REDACTED] et au préfet du Rhône conformément aux dispositions de l'article R 522-12 du code de justice administrative.

Copie sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration

Fait à Lyon, le 9 septembre 2011.

Le juge des référés,

Le greffier,

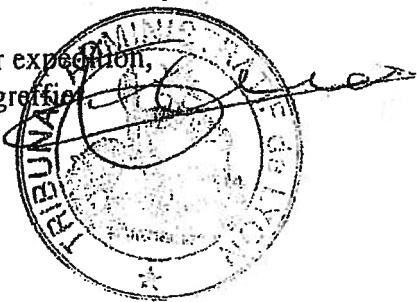
C. Millet

K. Ethévenard

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en ce qui le concerne, et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,

Un greffier



Karine ETHEVENARD

